



**HAL**  
open science

## **Introduction. Repenser les liens entre environnement et développement : les sciences sociales et la géographie face aux enjeux des changements globaux**

Elisabeth Peyroux, Christine Raimond, Vincent Viel, Emilie Lavie

### ► To cite this version:

Elisabeth Peyroux, Christine Raimond, Vincent Viel, Emilie Lavie. Introduction. Repenser les liens entre environnement et développement : les sciences sociales et la géographie face aux enjeux des changements globaux. Développement, changements globaux et dynamiques des territoires. Editions ISTE, 2022. hal-03877099

**HAL Id: hal-03877099**

**<https://hal.science/hal-03877099v1>**

Submitted on 29 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Repenser les liens entre environnement et développement : les sciences sociales et la géographie face aux enjeux des changements globaux

### Enjeux scientifiques

L'Anthropocène interpelle la recherche en sciences humaines et sociales, et plus particulièrement la géographie, qui doivent répondre à de nombreux défis, parmi lesquels celui de penser le développement et l'environnement conjointement. Il s'agit de faire face aux enjeux des changements globaux et à leurs conséquences dans les territoires, aux différentes échelles de décision de la gouvernance territoriale et environnementale.

### Décloisonnement disciplinaire et nouveau épistémologique

La notion de changements globaux est utilisée de manière croissante pour rendre compte de l'ensemble des changements observés depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : changement climatique, dégradation des ressources naturelles, transition démographique, urbanisation généralisée, mondialisation économique et migratoire. Ces changements globaux complexifient l'analyse des liens entre environnement et développement : d'une part, ils impliquent de croiser les questions sociétales et environnementales en mobilisant les sciences humaines et sociales et les sciences naturelles pour analyser les interactions entre systèmes biogéophysiques et activités humaines, d'autre part, ils impliquent de croiser les échelles d'analyse (internationales, régionales, nationales, locales) et les contextes du développement (des pays les plus riches aux marges du système monde)

pour rendre compte de la diversité des manifestations physiques, des expressions politiques et des inscriptions sociales, spatiales de ces changements (Lombard *et al.* 2006).

Par son attention aux espaces, lieux et échelles, aux relations entre les sociétés et leur environnement, aux territoires et aux contextes, la géographie, discipline majoritairement représentée dans cet ouvrage, est bien positionnée pour relever les défis d'une approche systémique de notre monde. Elle l'est d'autant mieux qu'elle s'inscrit dans un dialogue et des interactions renouvelés entre disciplines et champs (*studies*) autour de plusieurs objets ou notions clés pour décrypter les facteurs et les effets des changements globaux sur les territoires.

Si la spatialité des phénomènes ou « les référents spatiaux des actions, des expériences et des imaginaires » deviennent une « perspective partagée » par de nombreuses disciplines (Volvey *et al.* 2021, p. 34), la géographie est particulièrement attentive aux modalités de construction et d'appropriation des territoires, à leur labilité, aux agencements spatiaux plutôt qu'aux structures spatiales (Stock *et al.* 2021). Elle rend compte des jeux de pouvoir qui se jouent à travers les modes d'exploitation des ressources, les modes de gouvernance ou les stratégies d'intégration territoriale en mettant en lumière leurs implications spatiales (inégalités, fragmentation, polarisation).

De même, dans un contexte de montée des préoccupations liées aux effets du changement climatique, de nombreuses disciplines s'emparent des questions environnementales (Chartier et Rodary 2015) et contribuent à l'élargissement de la notion (en y incluant la biodiversité, la qualité de l'eau et de l'air, les interactions entre composantes non-humaines et humaines). La géographie, qui a suivi le mouvement tardivement, s'appuie sur le décroisement disciplinaire et le renouveau épistémologique de ces dernières années pour repenser l'interface sociétés/environnement.

D'abord abordées par la géographie physique puis humaine, à travers le rapport à la nature, les études de l'environnement se sont diversifiées. De nombreuses approches actuelles de l'environnement s'appuient sur les acquis des courants constructivistes en géographie (Georges 1971 ; Bertrand et Bertrand 2002) et au-delà, en sciences sociales, qui ont remis en question la dichotomie entre nature et culture, la division entre le physique et le social ou entre le physique et le culturel (Baviskar 2003 ; Latour 2014). Les travaux sur les ressources mondialisées, appréhendées comme une construction sociale, notamment à partir des approches de Raffestin (1980), ont également participé de cette ouverture de la géographie aux approches constructivistes (Magrin *et al.* 2015). L'environnement, appréhendé comme le produit des interactions entre des processus physico-chimiques, biologiques et sociaux, devient un objet hybride et complexe pour les sciences sociales, qui appelle à l'inter et à la pluridisciplinarité (Rakoto Ramiarantsoa *et al.* 2012 ; Chartier et Rodary 2015 ; Dufour et Lespez 2020). Il est une construction sociale qui oblige les scientifiques à réfléchir aux interactions entre développement,

aménagement et protection, et les géographes à les penser par la spatialisation. La nécessité de préserver les ressources en amont des activités productives et de les impacter le moins possible en aval, la notion de biens communs, ainsi que les questions éthiques liées aux droits d'accès aux ressources, interrogent aussi les futurs souhaitables et les valeurs qu'ils portent (Ogé 2014, 2016).

La prise en compte de la question environnementale et les emprunts de la géographie à l'anthropologie et la sociologie participent également du renouveau des approches sur les risques et les crises associés aux changements globaux (Sierra 2020). Celles-ci se saisissent non plus d'une partie du contexte (les approches objectivistes et culturalistes des risques) mais cherchent à repérer la « dynamique d'ensemble », en mettant l'accent sur les représentations, les stratégies, les discours et la construction des points de vue (Coanus 2020, p. 738), et en mobilisant de nouveaux concepts (fragilité, vulnérabilité) (Sierra 2020). Prendre en compte la nature systémique des risques liés aux changements globaux implique de penser la complexité, le caractère multi-échelle mais également la temporalité (Raimond *et al.* 2019). Il s'agit de prendre en compte les « effets systémiques fortement évolutifs » des enjeux climatiques dans un contexte où le paradigme de l'incertitude, théorisé par Beck (1986), se renforce aujourd'hui avec l'aggravation de la dégradation de l'environnement et l'articulation entre crises sanitaires et crises environnementales (Cramer *et al.* 2020, p. 6).

Les approches constructivistes et critiques mettent également en débat la notion de développement traditionnellement rattachée à l'étude des pays « en développement ». On observe un double mouvement de déconstruction et de décentrement.

Le terme développement, longtemps fondé sur une approche économique (croissance du PIB et inégalités de richesses) et une vision occidentale moderniste et linéaire du progrès, était centré sur le décollage économique modélisé par Rostow (1962) et le « rattrapage du retard » des pays : passage de pays « sous-développés » à des pays « en voie de développement », « en développement », dont les PMA (« pays les moins avancés »), puis « émergents » voire « développés ». Il s'inscrit dans une longue histoire (coloniale, puis liée à l'aide au développement et aux enjeux géopolitiques actuels) qui a connu de nombreux courants théoriques (des approches modernistes aux approches dépendantistes, de la géographie tropicale à la géographie du Tiers-Monde) avant de faire l'objet d'une pluralité de perspectives portées par les approches critiques postcoloniales et les *subaltern studies* et plus récemment par les études post-développement (Rist 2007 ; Ziai 2013, 2015 ; Dubresson 2020 ; Koop 2021).

Des pensées alternatives aux conceptions productivistes de la croissance et du développement économique des années 1970 et 1980 portées par les doctrines néolibérales se sont accompagnées de conceptions élargies du développement intégrant des indicateurs qualitatifs et relationnels (indice de développement humain ajusté selon les inégalités, bien-être des populations, approches en termes de capacités). Le

rôle de certains acteurs (femmes, communautés autochtones et locales, organisations non gouvernementales, diasporas) a plus récemment été intégré aux recherches en sciences sociales (Smouts 2005), qui se sont ouvertes aux questions d'équité et de justice sociale. Les typologies des pays se sont complexifiées au fur et à mesure que les modèles de développement pensés au Nord achoppaient sur les réalités nationales (Chaléard et Sanjuan 2017). De nouvelles catégories économiques (pays « émergents », à « hauts, moyens ou faibles revenus »), dont la pertinence est débattue (Piveteau *et al.* 2013) ont été forgées, attestant du brouillage des classements et des trajectoires de développement (Chaléard 2014).

C'est dans ce contexte de changement de paradigme des études du développement et de changements globaux que l'analyse des liens entre environnement et développement est repensée au sein de la géographie (du « préservationnisme » à l'« exploitationnisme », de la régulation par l'usage des ressources au « néo-populisme » qui met l'accent sur l'agentivité humaine) (Haan 2000, p. 360). Le concept de « développement durable », apparu dans les années 1980, visait à concilier environnement et développement en réduisant les tensions et incompatibilités entre croissance économique et préservation et protection des ressources naturelles. Outil conceptuel pour les uns (Emelianoff 2007), outil de communication vide de sens scientifique pour les autres (Tsayem Demeze 2011 ; Chartier et Rodary 2015), la notion de développement durable a été critiquée pour son ambiguïté (origine, définitions, objectifs), sa rhétorique creuse et son affiliation au marché et au capitalisme (Theys 2014). Non seulement les valeurs et principes modernistes et universels sont remis en question, mais également la notion même de développement est remplacée ces dernières années par la notion de transition (Magrin et Ninot 2020) qui implique de repenser les questions de trajectoires et de temporalité.

Elle a été progressivement remplacée par celle de « durabilité » dans un contexte sociétal et épistémologique fortement impacté par les débats sur le changement climatique et l'Anthropocène (Felli 2015). Celle-ci a émergé en réponse aux crises environnementales (Bonneuil et Fressoz 2013), aux incertitudes économiques et aux problèmes socio-économiques apparus dans la période de récession post-2008, que certains qualifient de polycrise (Swilling et Annecke 2012). Elle va de pair avec l'abandon de l'idée d'un monde qui serait prédictible, d'un retour possible à la normale après une crise (Gunderson et Holling 2001) : le développement linéaire d'après Rostow et l'idée de « régime stationnaire » portés par la notion de développement durable sont mis à mal dans un contexte où l'on reconnaît les « incertitudes structurelles » et l'entrée dans un « monde des limites », une situation dont essaient de rendre compte les approches en termes de résilience (Bonneuil et Fressoz 2013, p. 39 et 42 ; Reghezza-Zitt et Rufat 2015). La durabilité est située dans un contexte plus large des réponses sociales au réchauffement global : elle est supposée participer « à la prise de conscience écologique » (Arias-Maldonado 2013, p. 429). Outre la reconnaissance que la catégorie « naturelle » n'est plus opératoire, elle prend davantage en compte la complexité et le

caractère changeant des dynamiques environnementales qui ont un impact sur la vie humaine et, par conséquent, la dynamique non linéaire du système humain-naturel (Peyroux *et al.* 2014). Les études sur la durabilité (*sustainability studies*) portent une attention aux pratiques, politiques et mesures. Toutefois, ce concept qui mêle « jugements scientifiques, valeurs morales et positions idéologiques » (Arias-Maldonado 2013, p. 433) reste débattu. La durabilité est considérée comme une « idée puissante » mais un « concept vague » (Arias-Maldonado 2013, p. 428), une « étrange abstraction théorique qui n'a rien à voir avec nos vies quotidiennes » (« the politics of never getting there ») (Foster 2008, p. 66).

Ces débats se prolongent aujourd'hui dans la remise en question de certains concepts (services écosystémiques par exemple) (Arnauld de Sartre *et al.* 2014) et dans le cadre des débats autour de l'Anthropocène (collectif Cynorhodon 2020). Celui-ci bouleverse nos cadres d'analyse (Latour 2014) : en reformulant l'agentivité humaine en termes de responsabilité morale et politique, en ré-ouvrant la question classique en anthropologie « de ce qui est commun et spécifique dans les différentes manières d'habiter la terre » (Latour 2014, p. 7), en saisissant toutes les disciplines par « l'urgence de faire quelque chose » et en questionnant « la pertinence politique » du travail des chercheurs. De manière plus générale il redéfinit « les coordonnées spatiales et temporelles ainsi que le bon type d'agentivité » (Latour 2014, p. 16).

Le décentrement qui s'opère de manière concomitante à cette déconstruction dans le champ de la géographie, et plus largement des études de développement, s'inscrit dans la fin des certitudes sur le progrès, qui serait linéaire, séquentiel, fondé sur les modèles des sociétés occidentales, et la remise en cause du phénomène de rattrapage des pays en développement en reconnaissant que des sauts d'étapes et des bifurcations sont possibles (Ninot et Peyroux 2018 ; Magrin et Ninot 2020). Ce décentrement s'opère aussi dans le champ scientifique et opérationnel en reconnaissant des asymétries dans la prise en compte de divers types de savoirs (occidentaux, autochtones, vernaculaires, profanes, savants et experts), en appelant à une plus forte intégration et implication des différents acteurs (Stock *et al.* 2021), qui s'amplifient aujourd'hui dans le cadre du mouvement des sciences participatives et de la science ouverte.

### **Du développement aux « transitions »**

Le concept de transition tend à remplacer celui de développement durable depuis les années 2000 dans les recherches et certaines politiques publiques, même si les instances internationales maintiennent leur intérêt pour la « durabilité » (à l'image des objectifs du développement durable de 2015). La transition est généralement appréhendée de manière dynamique comme le passage d'un état à un autre dans le temps. Les recherches portent sur la nature des changements, les dynamiques d'évolution, les temporalités et, de plus en plus, sur les modalités d'accompagnement de ces transitions.

Initialement, le terme de transition a été mobilisé pour parler des transitions démographiques, économiques, urbaines et politiques sur le long terme (les transitions démocratiques en Amérique latine, les transitions post-soviétiques en Europe de l'Est ou post-apartheid en Afrique australe) en soulignant l'interdépendance des processus de transition (Beucher et Mare 2020). Son utilisation dans le champ environnemental a pris plusieurs formes et épouse des positions épistémologiques différentes.

Le terme de transition tel qu'utilisé depuis les années 2000 s'inscrit dans la quête d'un nouveau modèle sociétal pour les pays capitalistes occidentaux marqués par les multiples crises du début du *xxi*<sup>e</sup> siècle (Koop 2021). Pour Padovani et Lysaniuk (2019), étudier les transitions signifie définir en amont les « états » du système puis analyser le temps de transformation d'un système à un autre. Le changement d'état peut être imprévu, prévu, planifié, ce qui implique de le gérer. Ils considèrent d'ailleurs la transition comme une « période », le passage d'un état à un autre, un état intermédiaire, un processus entre deux extrémités au sein d'un système en perpétuelle mutation (Padovani et Lysaniuk 2019, p. 10). Cette approche de la transition s'appuie sur la notion de « recristallisation » de K. Lewin, un psychologue américain. Coudroy de Lille *et al.* (2017) ajoutent qu'il y a une différence entre le changement – qui est une forme de continuité – et la transition, qu'ils définissent comme la « mutation au cours d'un processus linéaire qui peut se répéter sous la forme de cycles » (Padovani et Lysaniuk 2019, p. 10). Pour ces auteurs, la transition, par les dynamiques qu'elle sous-tend, implique pour les chercheurs une analyse systémique plutôt qu'analytique : il convient à leurs yeux d'étudier la « force génératrice de changement d'état initial », le déséquilibre et l'émergence d'un nouvel état qui correspond à la phase finale de la transition (Padovani et Lysaniuk 2029, p. 11).

Valegeas (2020), de son côté, considère la transition comme une reconfiguration fondamentale et non un simple ajustement. Il invite à distinguer des transitions définies par l'observation de phénomènes passés ou en cours (démographique, démocratique) de transitions qui relèvent d'une intention, « d'un mot d'ordre prescripteur de pratiques » à l'image de la transition écologique (Valegeas 2020, p. 780) ou de la transition environnementale qui s'institutionnalise à travers les politiques publiques (Beucher et Mare 2020).

La transition écologique et sociétale est au cœur d'un champ interdisciplinaire spécifique (*sustainability transition studies*) qui se traduit par une structuration académique de réseaux, d'institutions universitaires et de revues (Peyroux *et al.* 2014 ; Koop 2021, p. 326). Certains courants des *sustainability transition studies*, centrés sur l'analyse des systèmes socio-écologiques ou socio-techniques (en termes de niches ou régimes) dans une perspective souvent sectorielle (énergie, eau, transport), se distinguent toutefois des approches de transition dans le champ des études urbaines, qui prennent davantage en compte les questions d'agentivité, de pouvoir et d'apprentissage (Baud *et al.* 2021). La notion de résilience fait partie des concepts permettant

de repenser les transitions (à l'image également de la vulnérabilité ou de l'adaptation) (Reghezza-Zitt et Rufat 2015 ; Beucher et More 2020). Pour les uns, ce concept est tout particulièrement intéressant pour les géographes puisqu'il permet d'analyser les liens entre environnement et développement sous l'angle par exemple de la résilience des socio-écosystèmes (Lemoalle et Magrin 2014 ; Raimond *et al.* 2020). Pour les autres, sa transposition du champ de l'écologie à celui des sciences sociales pose des problèmes épistémologiques et normatifs (Metzger et Peyroux 2016).

### **Démarche et objectifs : fournir des clés de lecture de la complexité et de la diversité des liens entre environnement et développement à partir d'une approche territoriale**

Face au constat de la complexification des processus et cadres d'analyse, l'objectif de cet ouvrage collectif est de fournir des clés de lecture approfondie et renouvelée des liens entre environnement et développement à partir des défis posés par les changements globaux et leurs inscriptions à toutes les échelles du territoire. Plutôt qu'un essai de définition d'un consensus partagé au sein d'une équipe de recherche, il s'agit de montrer, à travers une diversité d'entrées et d'objets, comment les recherches récentes en géographie traitent les enjeux identifiés ci-avant.

Cet ouvrage collectif est issu des travaux de recherche d'une unité mixte de recherche, Prodig (pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique ; Centre national de la recherche scientifique, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de recherche pour le développement, Université Paris Cité, AgroParisTech, Sorbonne Université), conduits depuis ces quinze dernières années en sciences sociales sur les liens entre environnement et développement dans les pays des Suds et des Nords. Entre 2014 et 2018, un séminaire de recherche a structuré une réflexion collective pour préciser la manière dont les travaux des chercheurs se positionnent dans les débats portant sur ces relations, et plus spécifiquement sur la dynamique des territoires face aux changements globaux. Notre objectif était d'en souligner les apports en termes théoriques, empiriques et méthodologiques, puis de les rassembler au sein de contributions collectives, porteuses de nouvelles réflexions, en rassemblant des auteurs qui ne collaborent pas forcément habituellement. Les 14 chapitres qui en résultent ont été discutés et retravaillés de manière à couvrir trois entrées (cadres de référence, objets de recherche empirique, rapport sciences/sociétés) qui constituent aujourd'hui le plan de l'ouvrage. Ils proposent ainsi des synthèses de recherche portant sur une à deux décennies ainsi que des pistes de recherche.

L'objectif de cet ouvrage est de montrer comment la géographie, discipline majeure dans l'UMR, se pratique aujourd'hui dans la diversité de ses objets (c'est-à-dire ville, transport, alimentation, agriculture, énergie, activités minières, littoral, bassins



versants), de ses choix méthodologiques (approches qualitatives, quantitatives, modélisation, mesures *in situ*) et de son rapport au terrain (enquêtes, observation) dans son dialogue critique entre courants (géographie et *Political Ecology*) ou champs (études sur le patrimoine, études urbaines). Il situe aussi les avancées des recherches entre disciplines (au sein des sciences sociales et avec les sciences naturelles dont les géosciences) et dans la diversité des formes de production de savoirs (recherche fondamentale, recherche action, expertise).

Cet ouvrage restitue donc la pratique d'une géographie inscrite dans le champ mouvant des sciences sociales (Clément *et al.* 2021), en dialogue avec d'autres disciplines, et ancrée dans une diversité de terrains (Afrique, Amérique latine, Europe).

Notre objectif n'est pas de définir collectivement et de manière unanime les deux termes-clés (environnement et développement), ni même de proposer une approche unifiée des interactions entre environnement et développement, mais de montrer comment nous construisons des objets de recherche articulant ces deux dimensions en mobilisant différentes approches et méthodologies, le tout dans un contexte de changements globaux dont les effets se font sentir au sein des écosystèmes et dans les territoires.

Le point commun de ces contributions est d'aborder ces relations entre environnement et développement à travers trois types d'interactions : société/milieu physique ; échelles d'espaces/échelles de temps ; pays des Nords/pays des Suds. Elles révèlent également l'intensité des collaborations entre l'UMR Prodig et d'autres instituts de recherche en France et à l'international (Nords et Suds), mais aussi avec les institutions de la société civile. Elles montrent aussi les effets de la mise en place de structures qui appuient les échanges inter-UMR (notamment Labex Dynamite, Collège international des sciences du territoire – CIST), les collaborations avec les partenaires des Suds (laboratoires mixtes internationaux – LMI de l'IRD, groupements de recherche internationale – GDRI du CNRS et de l'IRD) et les échanges au sein des études aréales (groupements d'Intérêt scientifique – GIS Afrique et Amérique latine du CNRS).

La plupart des contributions s'inscrivent dans une interdisciplinarité qui dépasse les disciplines représentées dans l'UMR (géographie humaine et physique, agronomie, agroéconomie, science politique, sociologie, économie et urbanisme) et couvrent un panel très large au sein des sciences sociales, avec les sciences naturelles (agronomie, biologie, écologie, géologie) et les sciences physiques. Certaines relèvent d'une démarche transdisciplinaire, participative, intégrant les autorités administratives et la société civile pour une modélisation d'accompagnement. Cette démarche reconnaît la diversité des formes de production et de diffusion de l'information et des savoirs (à travers les réseaux sociaux, les données ouvertes par exemple), la circulation rapide de savoirs experts et non-experts qui s'accompagne de débats plus ouverts avec la

société civile, mais aussi de controverses (à l'image de la contestation de la nature et de l'ampleur du changement climatique) qui mettent la légitimité des différentes formes de savoirs en compétition. Cet ouvrage est aussi l'occasion d'interroger nos capacités d'analyse, de modélisation et de prédiction et leurs limites, notamment en ce qui concerne l'anticipation et la mesure des impacts à long terme du changement climatique.

L'approche proposée nous permet enfin de lier des enjeux souvent traités de manière sectorielle ou segmentée dans la littérature, en mettant en avant les interactions entre développement urbain, gestion des risques, systèmes de production, protection de la nature et de la biodiversité. L'entrée privilégiée par les terrains, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, contextualise finement les processus à l'œuvre, dans la diversité de leurs manifestations physiques et environnementales et celle de leurs expressions politiques et de leurs inscriptions spatiales. De plus, un questionnement transversal sur les dynamiques territoriales, la construction et la circulation des normes et les rapports de pouvoir structure notre approche des relations entre développement et environnement. Une analyse critique des instruments, catégories et représentations, mais aussi des modes de régulation et de gouvernance amène à comprendre les jeux de pouvoir entre acteurs et la manière dont ils contribuent aux discriminations et inégalités socio-économiques et socio-spatiales. La production et la circulation de normes et de modèles Nords/Suds, mais aussi Suds/Suds (Magrin *et al.* 2015), relie les différents domaines de l'action politique qui interagissent, de la construction sociale des problèmes à la création d'espaces de délibération, des modes de gouvernance à l'émergence de nouveaux référentiels de l'action publique.

Ce panorama de la recherche n'est pas exhaustif : certains sujets traités au sein de notre UMR, ou certaines aires géographiques, n'ont pu être inclus dans cet ouvrage bien qu'ils aient toute leur place dans la construction de nos savoirs et de nos approches comparatives et interdisciplinaires : les enjeux analytiques et méthodologiques de la pauvreté en Europe (Ribardièrre *et al.* 2014), l'accès aux ressources urbaines dans un contexte migratoire (Ribardièrre 2017), les recompositions territoriales et la circulation des modèles internationaux dans les villes d'Asie (Chine, Japon, Asie du Sud-Est) (Franck et Sanjuan 2015), les enjeux de santé publique en Europe et dans les Suds (Lysaniuk et Tabeaud 2015 ; Lysaniuk et Duraffour 2013), les interactions santé-société-environnement dans l'océan indien (Herbretreau et Taglioni 2015), les agricultures comparées dans les Suds (Cochet *et al.* 2018), l'utilisation de l'information géographique environnementale en Amérique latine (Gautreau et Noucher 2013 ; Gautreau 2021), la simulation et la modélisation appliquées aux questions environnementales en France (Delbart *et al.* 2015 ; Bétard *et al.* 2016) ou aux Suds (Bécu *et al.* 2014), la géopolitique et les enjeux territoriaux de l'économie des drogues illicites en Asie du Sud-Est (Chouvy 2013), ou encore les enjeux politiques autour de l'eau au Moyen-Orient (Brooks et Trottier 2020), pour ne citer que les principaux.

## Présentation du plan et de l'ouvrage

Les 14 chapitres rassemblés dans cet ouvrage sont répartis en trois parties. Les quatre chapitres de la première partie s'interrogent sur les continuités ou les ruptures de paradigmes dans un contexte de transformation profonde de nos sociétés, qu'il s'agisse des changements environnementaux observés ces dernières décennies ou des mutations rapides liées à la diffusion des nouvelles technologies. La deuxième partie propose sur sept thématiques – et donc sept chapitres – de discuter des effets de ces changements sur les territoires, les représentations et les pratiques des individus et des sociétés. Enfin, dans la troisième partie, trois chapitres s'intéressent aux positionnements que nous pouvons adopter (recherche-action, expertise) pour comprendre la complexité des rapports sociaux et celle de leur inscription dans l'espace dans un monde en mutation.

La **première partie** permet de repenser les cadres de références dans lesquels s'inscrivent nos recherches. Quels sont les paradigmes qui nous rassemblent et/ou nous interrogent ? Quels sont les modèles qui sont débattus ? Les chapitres soulignent comment de nouveaux paradigmes se conjuguent aux anciens ou se substituent les uns aux autres : développement durable et durabilité, développement durable et résilience, développement et transition. Ils rendent compte de la circulation et des transferts de modèles qui s'accroissent et se diversifient aujourd'hui et ne se limitent plus à l'application aux Suds de modèles élaborés dans les Nord.

Le **chapitre 1** entre pleinement dans le questionnement sur la pertinence des modèles des Nord et leur répliquabilité dans les Suds. Christine Raimond, Cécile Falès, Angèle Proust et Bernard Tallet interrogent la notion de transition alimentaire (modèle universel, prédictif ou simple concept à analyser sous l'éclairage de situations hétérogènes du point de vue historique, social, économique et politique) à partir de terrains pratiqués de longue date par les membres de l'UMR Prodig dans des pays en développement et émergents situés en Afrique, en Amérique du Sud et en Inde. Ils soulignent l'importance des lieux et des liens entre production agricole et consommation, mais aussi la prégnance de rapports de force asymétriques entre acteurs dans des territoires très divers des pays des Suds. Ce chapitre démontre ainsi qu'au-delà de l'apparente uniformisation mondiale du modèle qu'elle suggère, le modèle de transition alimentaire est moins universel qu'il n'y paraît et qu'au-delà des aspects socio-économiques, les enjeux politiques et culturels façonnent les trajectoires et les mobilisations des acteurs en faveur de systèmes alimentaires plus justes.

Le **chapitre 2** souhaite mettre en avant l'intérêt d'aborder les concepts de risque et de crise pour faire le lien entre environnement urbain et enjeux de développement. Ces concepts, abordés à différentes échelles spatiales et territoriales, sont mobilisés comme un moyen de repenser les relations entre société et milieu. Ils permettent de saisir des situations paroxysmiques qui mettent en jeu les multiples interactions entre

dynamiques physico-chimiques, biologiques et sociales, dans un espace appréhendé comme un géosystème. À partir de travaux réalisés en Amérique du Sud et en Tunisie, Alexis Sierra, Anaïs Béji, Axelle Croisé, Cyriaque Hattemer, Pascale Metzger, Marie Pigeolet et Irene Valittuto démontrent que la diffusion des discours sur la crise d'une ville à l'autre et d'une échelle à une autre est le fait d'acteurs locaux qui projettent sur leur propre territoire une crise lointaine, selon leur propre approche du risque, ce qui se traduit par des controverses sur la nature du développement et l'environnement local.

Élisabeth Peyroux et Pascale Metzger, dans le [chapitre 3](#), s'intéressent à la place croissante occupée par l'environnement dans les politiques de développement. En s'appuyant sur une large synthèse bibliographique dans le champ de la recherche urbaine, les autrices décrivent la manière dont les approches de la ville ont évolué, d'une lecture principalement politico-économique vers des travaux intégrant la question environnementale, sous des angles à la fois physiques et politiques. Elles soulignent les enjeux épistémologiques auxquels la recherche urbaine est confrontée. Elles montrent également les paradoxes et enjeux auxquels se heurte la recherche sur la « ville durable », entre innovations locales et gouvernance mondiale et présentent quelques pistes pour la recherche urbaine qui, en s'ouvrant à de nouveaux objets et de nouvelles problématiques, font de la ville un objet de plus en plus complexe et hybride.

Dans un contexte de pluralisation des acteurs, des catégories et des éléments patrimoniaux qui nécessite de dépasser la dimension monumentale, artistique et scientifique du patrimoine, le [chapitre 4](#) propose d'examiner, à partir d'une approche alternative influencée par les *Southern theories*, ce que constitue une pratique patrimoniale dans les villes des Suds, dans ses relations ou non aux institutions patrimonialisantes. À partir d'une approche exploratoire croisant les résultats d'enquêtes menées à Valparaiso et Yaoundé, Sébastien Jacquot, Marie Morelle et Muriel Samé Ekobo proposent une approche critique des cadres théoriques habituels de la patrimonialisation. Ils révèlent la présence d'un « infra-patrimoine », désignant des pratiques de préservation et de transmission qui ne feraient l'objet ni d'une reconnaissance par les politiques publiques, ni d'une qualification formelle en termes patrimoniaux par les individus ou groupes concernés, mais non dénuées de liens avec les transformations urbaines.

La [deuxième partie](#) porte sur les objets communs des chercheurs de Prodig sur le terrain. Le choix de travailler sur une grande diversité de terrains et de thématiques aide à lever un certain nombre de verrous pour mieux comprendre les interactions entre environnement et développement. Nos objets de recherche contribuent ainsi à la compréhension de la dynamique des milieux et des sociétés dans une approche systémique et dans le cadre du changement climatique, allant des processus physiques jusqu'aux usages (ressources, alimentation, énergie, transport, services urbains). Parmi

les questions régulièrement traitées, il y a celles des enjeux de protection, de dégradation ou d'exploitation (patrimoniaux, alimentaires, agricoles, énergétiques, ressources naturelles). Nous analysons également les enjeux d'accès aux ressources et aux services collectifs (services urbains, infrastructures, transports) ainsi que ceux liés à l'intégration régionale et aux politiques publiques associées.

Dans le **chapitre 5**, Angélique Palle et Yann Richard poursuivent la réflexion entamée en première partie sur les questions de transition en interrogeant les cadres conceptuels et politiques qui fondent l'objectif de transition énergétique affiché comme une priorité par l'UE dans de très nombreux discours et documents officiels en réponse aux changements globaux. En soulignant les enjeux scalaires complexes de cette politique, les auteurs se demandent si cette transition est compatible avec une intégration énergétique européenne, telle qu'elle a été pensée dans les années 1990 autour de la libéralisation des marchés de l'énergie. Après avoir montré que la transition énergétique européenne se situe au croisement d'une multiplicité de champs de recherche (la construction sociale et politique des échelles spatiales, la gouvernance, l'intégration régionale et la construction européenne), les auteurs décrivent la manière dont l'UE (en tant qu'institution) appréhende la notion de transition énergétique à la fois comme un positionnement politique, une stratégie économique et un instrument de pouvoir. Ils identifient finalement les modèles de construction spatiale vers lesquels l'intégration régionale en cours fait tendre l'espace énergétique européen en s'appuyant sur une série de modèles spatiaux.

Le **chapitre 6** aborde la question des transports en Afrique et la manière dont ils irriguent les territoires. Jérôme Lombard, Nora Mareš et Olivier Ninot proposent ici de porter un regard critique sur les évolutions, les orientations politiques et choix de société qui ont guidé l'organisation des réseaux de transports, ainsi que sur leurs effets à différentes échelles. Ils font ainsi le constat d'une déconnexion croissante entre les échelles géographiques des transports en Afrique : alors que les pays africains sont de mieux en mieux reliés au monde par des réseaux divers, dont ceux de transport, il reste difficile, voire impossible, de circuler par la route entre certaines parties des territoires nationaux et dans certains quartiers urbains, notamment des capitales. Ils démontrent le rôle majeur joué par les politiques publiques nationales et supranationales, ainsi que les programmes des bailleurs de fonds internationaux, qui valorisent les corridors de transport ainsi que les régions métropolitaines au détriment de réseaux non hiérarchisés et plus lâches, situés dans les zones moins denses. En fin de chapitre, les auteurs proposent plusieurs pistes pour consolider la place des territoires locaux dans la mondialisation.

Le **chapitre 7** a pour objectif une meilleure compréhension du rôle des outils numériques dans l'accès aux services de transport. Kei Tanikawa Obregón, Lisa Coulaud et Olivier Ninot proposent, à partir d'un positionnement épistémologique double – les systèmes socio-techniques et la circulation des modèles – une discussion sur la

transposabilité des modèles de mobilité intelligente. Les TIC (technologies de l'information et de la communication) participent à la définition de nouvelles formes de gouvernance urbaine de grandes villes des Suds. Prenant appui sur des recherches situées à Mexico, Accra et Dakar, les auteurs discutent de la fabrique urbaine et des modèles de développement en prenant en compte le rôle de l'informalité dans l'accès au service de transports individuels et collectifs. Le chapitre démontre que malgré les innovations promises par les TIC, le système économique ne connaît pas de réelle transformation. Dans ce contexte, la transition vers un nouveau modèle ne se fera que par la prise en compte de l'informalité dans les logiques d'organisation des réseaux de transports.

Le **chapitre 8** propose d'éclairer les manières par lesquelles se mettent en place les formalisations et territorialisations de l'orpaillage en Afrique afin d'interroger leurs effets socio-économiques et environnementaux sur le développement à l'échelle locale. À partir de travaux de terrain effectués dans une grande diversité de pays de la moitié nord de l'Afrique, Anna Dessertine, Raphaëlle Chevrillon-Guibert, Laurent Gagnol, Julie Betabelet, Lamine Diallo, Robin Petit-Roulet, Edith Sawadogo, Tongnoma Zongo et Géraud Magrin discutent l'hypothèse selon laquelle la période actuelle est caractérisée par une tension entre refoulement de l'orpaillage au profit des mines industrielles et prise de contrôle par l'État d'un secteur artisanal en cours de mécanisation, produisant des effets contrastés en termes de développement et d'impacts environnementaux. Après avoir décrit les différentes formes d'émergence ou de ré-émergence de la ressource en or, le chapitre interroge les enjeux de pouvoir qui président à sa régulation. Il discute enfin la relation entre son exploitation et le développement des territoires.

Le **chapitre 9** constitue une synthèse des approches renouvelées des relations entre villes et campagnes, dans un double contexte de métropolisation et de mondialisation accélérées. Martine Berger et Jean-Louis Chaléard déconstruisent l'idée selon laquelle il existe un gradient entre espaces urbains et ruraux et soulignent les inégalités et solidarités entre villes et campagnes. À travers un ensemble de recherches personnelles et d'encadrements doctoraux sur des terrains très variés aux Suds comme aux Nord, les auteurs démontrent les évolutions récentes des relations entre villes et campagnes, avec leurs similitudes et leurs disparités, entre interactions et tensions. Ainsi, si les Nord connaissent une zone de contact appelée périurbain, les Sud voient généralement s'étendre une périphérie vaste et plurielle. La question agricole permet de discuter des complémentarités, des mobilités, des solidarités et des inégalités.

Le **chapitre 10** s'intéresse aux défis politiques et organisationnels de l'utilisation des modèles climatiques en s'appuyant sur l'exemple de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Malika Madelin et Évelyne Mesclier proposent comme hypothèse que la structuration actuelle des données sur le changement climatique tend à produire une information simplifiée, à une échelle globale et centrée sur quelques

variables. Cela contribue à la création d'un paradigme de l'adaptation qui favorise les discours également simples et globaux et la diffusion de certaines « bonnes solutions » aux dépens d'autres. En s'appuyant sur une approche comparée entre la France et le Pérou, les autrices démontrent que bien que les modèles scientifiques soient de plus en plus précis, ils sont différents selon les territoires, avec des utilisations aussi variées. Elles proposent une analyse à deux échelles, celle des États et de leurs représentations des vulnérabilités, et celle de la traduction très hétérogène des politiques nationales par les agriculteurs.

Le [chapitre 11](#) conclut cette partie thématique par une discussion sur la manière dont est appréhendé le fonctionnement des bassins-versants. Ancrée dans une approche naturaliste des processus, l'hydrogéographie a su évoluer grâce aux apports des approches critiques comme la *Political Ecology* ou la *Critical Physical Geography*. Une recherche intégrée sur les bassins-versants met en avant la complexité des processus sociaux, politiques et économiques qui les animent. Les trajectoires passées, présentes et futures sont liées aux contextes climatiques ou encore aux pratiques de gestion des milieux, notamment des sols (par exemple urbanisation, intensification ou déprise agricole). Vincent Viel, Émilie Lavie, Guillaume Brousse, Benoît Carlier, Luc Michler, Mathilde Resch, Gashin Shashavari et Gilles Arnaud-Fassetta démontrent que les processus dits naturels qui animent le fonctionnement des bassins-versants sont fortement anthropisés. Les auteurs soutiennent que les contextes épistémologiques et méthodologiques ont permis d'affiner la compréhension de la complexité des processus, aboutissant à rediscuter des modalités de gestion des hydrosystèmes.

La [troisième partie](#) valorise les approches, méthodes et sources utilisées au sein de Prodig et la manière dont elles participent aux différents modes de production des connaissances. Parmi nos compétences, il y a d'abord celle d'une capacité collective de combiner l'analyse pointue en méthodologies quantitatives (métrologie de terrain, statistique, traitement des données cartographiques et spatiales) et qualitatives (enquêtes de terrain principalement) des changements environnementaux à celle des changements sociaux, politiques et économiques aux différentes échelles. Ensuite, l'UMR se singularise par une approche centrée sur le terrain : diversité des terrains (sur quatre continents, sur des zones grises difficilement accessibles pour des raisons de sécurité) et travail en partenariat. Nos recherches rassemblent dans des proportions variables collecte de données existantes (qui se heurte au déficit de ressources humaines !), création et couplage de données quantitatives et qualitatives, modélisation, traitement de données, développements méthodologiques sur les outils au service de la thématique (dont des collaborations avec Géotheca/Université Paris Cité et le Campus spatial), et analyse spatiale. Enfin, une dernière compétence de l'UMR repose sur la valorisation *a posteriori*, sous des formes aussi diverses que la participation fréquente à des expertises et/ou la diffusion des résultats de recherche *via* notamment Géoportail.

Le **chapitre 12** propose une analyse de la transition écologique en France *via* l'exemple de la gestion de ses littoraux. Frédéric Bertrand et Brice Anselme s'appuient sur la synthèse de résultats d'une décennie de recherches sur les changements de paradigme dans les politiques de gestion par l'État. Ils mettent en avant un bilan très contrasté de la transition écologique des littoraux français métropolitains et ultramarins qui n'ont pas réussi à s'inscrire dans une position intermédiaire entre des modèles de soutenabilité faible et forte. Les auteurs montrent ainsi que les réponses adaptatives aux changements globaux dépendent de la combinaison locale de multiples facteurs que sont par exemple la mobilisation des outils juridiques existants, l'évaluation des coûts et bénéfices, la valorisation des bénéfices à long terme, les modalités de communication et de concertation ou encore la restauration des espaces littoraux libérés à des fins de protection (par exemple dépoldérisation).

Le **chapitre 13** analyse le mode de fonctionnement du GIEC (groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) ainsi que l'utilisation qui est faite de ses résultats et publications. Après avoir rappelé le contexte de la création du GIEC, dont l'émergence apparaît comme un processus historique de rassemblement et de mise à disposition de travaux scientifiques issus de disciplines variées et portant sur des domaines divers, Hubert Cochet et Jean-Claude Bergès mettent en évidence le décalage entre la richesse de la base de données rassemblée par les experts du GIEC ainsi que leurs recommandations d'une part, et l'utilisation parfois un peu simpliste qui en est faite par certaines équipes scientifiques à des fins de promotion politique, d'autre part. Ils s'appuient pour cela sur l'exemple de l'adaptation de l'agriculture tanzanienne au changement climatique, qui montre que l'utilisation partielle des résultats du GIEC issus du volume 1 du 5<sup>e</sup> rapport peut amener à des conclusions aux antipodes de celles, plurielles, prônées par de nombreux experts ayant participé à la rédaction du volume 2 de ce même rapport ou de celles avancées par d'autres communautés de chercheurs engagées sur ces questions.

Le **chapitre 14** permet une conclusion de cet ouvrage collectif par la synthèse d'une pratique de recherche pas si fréquente : l'expertise. En se basant sur leur expérience en la matière autour du lac Tchad, Géraud Magrin, Charline Rangé, Audrey Koumraït Mbagogo, Abdourahamani Mahamadou, Jacques Lemoalle et Christine Raimond soulignent que l'expertise constitue un des instruments du travail politique des chercheurs leur permettant, à l'heure où l'accès au terrain par les voies habituelles leur est difficile, de peser sur les rapports de force au cœur du processus de sélection des idées qui précède et/ou justifie l'action. Les auteurs montrent ainsi que les connaissances et les messages produits au travers de l'expertise touchent essentiellement les commanditaires (bailleurs de fonds internationaux), mais que des idées circulent aussi au-delà vers les décideurs nationaux ou la société, selon des processus complexes d'infusion. Des réseaux de recherche/experts/enquêteurs/bailleurs se structurent alors et forment un complexe hybride où s'enchaînent recherche et expertise, susceptible d'alimenter



les travaux de recherche. L'asymétrie Nords/Suds qui s'approfondit pose cependant des limites en termes de légitimité des idées mises en circulation.

## Bibliographie

- Arias-Maldonado, M. (2013). Rethinking sustainability in the Anthropocene. *Environmental Politics*, 22(3), 428–446.
- Arnauld de Sartre, X., Oszwald, J., Castro, M., Dufour, S. (2014). *Political ecology des services écosystémique*. Peter Lang AG, Britol.
- Baud, I., Jameson, S., Peyroux, É., Scott, D. (2021). The urban governance configuration: A conceptual framework for understanding complexity and enhancing transitions to greater sustainability in cities. *Geography Compass* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/gec3.12562> [Consulté le 15 septembre 2021].
- Baviskar, A. (2003). For a cultural politics of natural resources. *Economic and Political Weekly*, 38(48), 5051–5055.
- Beck, U. (1985). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Aubier, Paris.
- Bécu, N., Raimond, C., Garine, E., Deconchat, M., Kokou, K. (2014). Coupling Environmental and Social Processes to Simulate the Emergence of a Savannah Landscape Mosaic Under Shifting Cultivation and Assess its Sustainability. *Journal of Artificial Society and Social Simulation*, 17(1) [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.jasss.org/17/1/1.html> [Consulté le 30 septembre 2021].
- Bertrand, C., Bertrand, D. (2002). *Une géographie traversière. L'environnement à travers territoires et territorialités*. Arguments, Paris.
- Bétard, F., Dansurand, G., Poiraud, A., Viette, P., Kuhnel, A. (2016). Multifinality in geoheritage inventories: a cross-cutting approach of geotourism and geoconservation issues in the « Causses du Quercy » Regional Natural Park (Lot, SW France). Dans *Actes du congrès international - Les inventaires du géopatrimoine*, Cornée, A., Egoro, G., De Wever, P., Lalanne, A., Duranthon, F. (dir.). Soc. Géol. Fr., Toulouse, 16, 79–91.
- Beucher, S., Mare, M. (2020). Cadrage épistémologique de la notion de transition en sciences humaines et sociales et en géographie. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2020–4, 383–394.
- Bonneuil, C., Fressoz, J.B. (2013). *L'événement anthropocène. La terre, l'histoire et nous*. Le Seuil, Paris.
- Brooks, D, Trottier, J. (2020). Moving water from last to first in the Middle East peace process. *International Journal of Water Resources Development*, 37(4), 741–745.
- Chaléard, J.L. (2014). Réflexions de géographe sur des mots autour du développement. Dans *Communication au « séminaire central »*. UMR Prodig, Paris.
- Chaléard, J.-L., Sanjuan, T. (2017). *Géographie du développement. Territoires et mondialisation dans les Suds*. Armand Colin, Paris.

- Chartier, D., Rodary, E. (dir.) (2016). *Manifeste pour une géographie environnementale : géographie, écologie, politique*. Presses de Sciences Po., Paris.
- Chouvy, P.-A. (dir.) (2013). *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*. IRASEC, London/Bangkok, 1–28.
- Clément, V., Stock, M., Volvey, A. (dir.) (2021). *Mouvements de géographie. Une science sociale au tournant*. Éditions Universitaires de Rennes, Rennes.
- Coanus, T. (2020). Risque. Epistémologie. Dans *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Cynorhodon (dir.). CNRS, Paris, 735–739.
- Cochet, H., Ducourtieux, O., Garambois, N. (2018). *Systèmes agraires et changement climatique au sud. Les chemins de l'adaptation*. Editions Quae, Versailles.
- Coudroy de Lille, L., Rivière-Honegger, A., Rolland, L., Volin, A. (2017). Notion à la une : transition. *Géococonfluences* [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/notion-transition> [Consulté le 15 septembre 2021].
- Cramer, W., Criqui, P., Guégan, J.F., Le Treut, H., Lebel, T., Lecocq, F., Le Roux, X., Malijean-Dubois, S. (2020). La recherche sur les changements globaux à l'épreuve de la Covid-19 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/139-AAA-Washington.pdf> [Consulté le 15 septembre 2021].
- Cynorhodon (2020). *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*. CNRS, Paris.
- Delbart, N., Dunesme, S., Lavie, E., Madelin, M., Goma, R. (2015). Remote sensing of Andean mountain snow cover to forecast water discharge of Cuyo rivers. *Journal of Alpine Research*, 103(2).
- Dubresson, A. (2020). Développement. Dans *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Cynorhodon (dir.). CNRS, Paris, 249–252.
- Dufour, S., Lespez, L. (2020). *Géographie de l'environnement : La nature au temps de l'anthropocène*. Armand Colin, Paris.
- Emelianof, C. (2007). La ville durable : l'hypothèse d'un tournant urbanistique en Europe. *L'information géographique*, 71, 48–65.
- Felli, R. (2015). La durabilité ou l'escamotage du développement durable. *Raisons politiques*, 60, 149–160 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.3917/rai.060.0149> [Consulté le 15 septembre 2021].
- Foster, J. (2008). *The Sustainability Mirage: Illusion and Reality in the Coming War on Climate Change*. Earthscan, Londres.
- Franck, M., Sanjuan, T. (dir.) (2015). *Territoires de l'urbain en Asie. Une nouvelle modernité ?*. CNRS, Paris.
- Gautreau, P. (2021). *La Pachamama en bases de données : Géographie politique de l'information environnementale contemporaine*. Éditions de l'IHEAL, Paris.

- Gautreau, P., Noucher, M. (2013). Gouvernance informationnelle de l'environnement et partage en ligne des données publiques. Politiques et pratiques de l'opendata environnemental (Amérique du sud - France). Introduction au numéro spécial de la revue. *Networks and Communication Studies*, 27(1-2), 05–21.
- George, P. (1971). *L'environnement*. PUF, Paris.
- Gunderson, L.H., Holling, C.S. (2001). *Understanding transformations in human and natural systems*. Island Press, Washington.
- Haan, L.J. (2000). The question of development and environment in geography in the era of globalization. *GeoJournal*, 50, 359–367.
- Herbretreau, V., Taglioni, F. (2015). Interactions santé-sociétés-environnement : étude du paludisme et de la leptospirose à Mayotte. Rapport, IRD/Ministère de l'Outre-mer, 2012-2015, IRD, 46.
- Koop, K. (2021). La géographie du développement a perdu le Nord et alors ! Plaidoyer pour une géographie des transitions sociétales. Dans *Mouvements de géographie. Une science sociale au tournant*, Clément, V., Stock, M., Volvey, A. (dir.). Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 319–330.
- Latour, B. (2014). Anthropology at the Time of the Anthropocene – a personal view of what is to be studied. Lecture at the American Anthropologists Association Meeting, Washington, 1–16 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/139-AAA-Washington.pdf> [Consulté le 30 août 2021].
- Lemoalle, J., Magrin, G. (dir.) (2014). Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles. Rapport de synthèse, Contributions intégrales des experts, 66.
- Lombard, J, Mesclier, É., Velut, S. (dir.) (2006). La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires. IRD, Paris.
- Lysaniuk, B., Durrafour, F. (2013). L'apport des SHS dans un programme de santé publique : l'exemple de la géographie et de l'approche SMA dans Tolimmunpal. Dans *Communication au séminaire de l'UMR 216 MERIT*. Paris.
- Lysaniuk, B., Tabeaud, B. (2015). Les santés vulnérables des Suds. *L'Espace Géographique*, 14, 229–244.
- Magrin, G., Ninot, O. (2020). Transitions et développement en Afrique : un continent d'incertitudes. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2020–4, 395–411.
- Magrin, G., Thibaud, B. (2020). L'Anthropocène sous les tropiques : tropicalité et développement à l'heure des changements globaux. *Belgeo*, 3 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/belgeo/42708> [Consulté le 5 octobre 2021].
- Magrin, G., Chauvin, E., Lavie, E., Perrier-Bruslé, L., Redon, M. (2015). Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel. Dans *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Redon, M., Magrin, G., Chauvin, E., Lavie, E., Perrier-Bruslé, L. (dir.). Publications de la Sorbonne, Paris, 5–23.

- Magrin, G., Mesclier, E., Piveteau, A. (2015). Quand les Suds investissent dans les Suds : un basculement aux contours encore indistincts. Introduction au dossier. *Autrepart*, 76(4), 203–28 [En ligne]. Disponible à l'adresse : [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers19-12/010069035.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers19-12/010069035.pdf) [Consulté le 5 octobre 2021].
- Meztger, P., Peyroux, É. (2016). Comment la résilience s'impose à la pensée et à l'action : Usage rhétorique et effets politiques dans la planification urbaine à Johannesburg et la gestion des risques au Rímac (Lima). Dans *XXXIIèmes Journées ATM de LILLE. Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement*. Lille.
- Ninot, O., Peyroux, É. (2018). Révolution numérique et développement en Afrique : une trajectoire singulière. *Questions Internationales*, 90.
- Ogé, F. (2014). L'environnement comme nouveau facteur d'incompréhension et de tension entre les cultures. Dans *Communication au « séminaire central »*. UMR Prodig, Paris.
- Ogé, F. (2016). La résurgence des biens communs : passerelles pour articuler environnement et développement ?. Dans *Communication au « séminaire central »*. UMR Prodig, Paris.
- Padovani, F., Lysaniuk, B. (2019). *Les gestions des transitions. Anticiper, subir, réagir, planifier*. L'Harmattan, Paris.
- Peyroux, É., Scott, D., Baud, I., Jameson, S. (2014). Spatial knowledge management and participatory governance: Rethinking the trajectories of urban, socio-economic and environmental change and the politics of 'sustainability' in Southern cities, Final analytical framework. Rapport, Chance2Sustain EADI.
- Piveteau, A., Rougier, E., Nicet-Chenaf, D. (dir.) (2013). *Emergences capitalistes aux Suds*. Karthala, Paris.
- Raffestin, C. (1980). *Pour une géographie du pouvoir*. Litec, Paris.
- Raimond, C., Sylvestre, F., Zakinet, D., Abderamane, M. (dir.) (2019). *Le Tchad des Lacs. Les zones humides sahéliennes au défi du changement global*. IRD Editions, Paris.
- Raimond, C., Mbagogo, A., Madjigoto, R., Zakinet, D. (2020). Le lac Fitri (Tchad) face à la montée des insécurités. Repenser la gouvernance d'une zone humide autour d'un pouvoir local fort. Dans *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad*, Chauvin, E., Baroin, C., Seignobos, C. (dir.). IRD Editions, Paris, 121–132.
- Rakoto Ramiarantsoa, H., Blanc-Pamard, C., Pinton, F. (2012). *Géopolitique et environnement. Les leçons de l'expérience malgache*. IRD Editions, Paris.
- Reghezza-Zit, M., Rufat, S. (dir) (2015). *Résilience. Société et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*. ISTE Editions, Londres.
- Ribardière, A. (2017). Du Oaxaca à la ville de Mexico : l'accès aux ressources urbaines. *EchoGéo*, 40 [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/echogeo/14961> [Consulté le 29 septembre 2021].
- Ribardière, A., Bonerandi-Richard, E., Martin, M., Merchez, L. (2014). La pauvreté dans l'espace européen : grilles de lecture. Dans *La pauvreté en Europe. Une approche géographique*, Bonerandi-Richard, E., Boulineau, E. (dir.). Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 17–32.

- Rist, G. (2007). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Rostow, W.W. (1962). *Les étapes de la croissance économique*. Le Seuil, Paris.
- Sierra, A. (2020). Risque. Histoire du concept. Dans *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Cynorhodon (dir.). CNRS, Paris, 732–735.
- Smouts, M.C. (dir.) (2005). *Le développement durable : les termes du débat*. Armand Colin, Paris.
- Stock, M., Volvey, A., Clément, V. (2021). Conclusion générale. Dans *Mouvements de géographie. Une science sociale au tournant*, Clément, V., Stock, M., Volvey, A. (dir.). Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 331–359.
- Swilling, M., Annecke, E. (2012). *Just Transitions: Explorations of Sustainability in an Unfair World*. Juta, Cape Town and United Nations University Press, Tokyo.
- Theys, J. (2014). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ?. *Développement durable et territoires*, 5(1) [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10196> [Consulté le 24 septembre 2021].
- Tsayem-Demase, M. (2011). *Géopolitique du développement durable*. Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Valeagas, F. (2020). Transition. Ecologie. Dans *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Cynorhodon (dir.). CNRS, Paris, 780–782.
- Volvey, A., Stock, M., Calbérac, Y. (2021). Spatial turn, tournant spatial, tournant géographique. Dans *Mouvements de géographie. Une science sociale au tournant*, Clément, V., Stock, M., Volvey, A. (dir.). Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 21–38.
- Ziai, A. (2013). The Discourse of « Development » and why the Concept should be abandoned. *Development in Practice*, 23, 123–136.
- Ziai, A. (2015). Post-Development: Premature Burials and Haunting Ghosts. *Development and Change*, 46(4), 833–853.